

Ethnologie française

Appel à contributions

« Europe 27 : Ethnographies de la citoyenneté européenne »

Coordination

André Burguière, directeur d'études, EHESS, CRH.

Monica Heintz, maître de conférences, Université de Paris-Nanterre, LESC

Argumentaire

Si, longtemps, l'anthropologie de l'Europe s'est penchée sur la question des identités nationales, de la mosaïque culturelle, des dynamiques religieuses et de la place dans le monde de ces différents phénomènes, la construction de l'Union Européenne a encouragé une approche politique en termes de citoyenneté et a suscité de nouvelles recherches sur la circulation des hommes et des objets, sur les frontières, ainsi que sur les institutions européennes dans les années 1990 [Goddard et al., 1994 ; Bellier et Wilson, 2000]. Par ailleurs, Mairead Nic Craith [2004] notait que la citoyenneté est un concept aveugle aux questions culturelles chères aux anthropologues. Et l'on peut remarquer en miroir que l'ancienne obsession des anthropologues pour les spécificités culturelles historiques (régionales et nationales) les a rendus également aveugles aux constantes politiques, sociales et économiques de la vie des citoyens de l'Union Européenne du XXI^e siècle et aux écarts qui se sont creusés entre la vie de ses citoyens et celle des autres Européens et extra-Européens à ses portes. Comme les crises qu'a traversées l'Union Européenne récemment (la gestion des réfugiés, le terrorisme ou le Brexit) le montrent, l'UE est devenue une évidence sous-questionnée, une unité qui va de soi et n'est interrogée que lorsqu'elle est remise en cause, contestée et niée. Dans ce registre, les questions de migrations et de gestion du multiculturalisme au sein des pays de l'UE, ont occupé l'essentiel des recherches, quand les contestations les plus fortes au sein de l'UE (autour du vote de la constitution européenne, par exemple) sont dues à l'incertitude d'une Europe sociale, qui se voudrait héritière des États-providence d'après-guerre. Quelle est donc la physionomie de cette Europe 25 années après le traité de Maastricht ? Et quelles ethnographies peut-on en proposer ?

Dans ce numéro thématique, nous souhaitons réunir des articles qui traitent de ce qu'être citoyen européen veut dire au regard des droits civiques, politiques et sociaux de l'individu [Marshall, 1951], à travers des études de cas ethnographiques menées au sein de l'Union Européenne et à ses portes - dans les pays qui souhaitent adhérer à l'UE ou parmi les réfugiés en Europe. À la différence des approches de sciences politiques, nous cherchons à décrire la citoyenneté européenne « par le bas », en variant les échelles afin de proposer des lectures nouvelles du lien entre micro et macro-identités au sein de l'Europe. Si les approches en anthropologie de la citoyenneté initiées par Aihwa Ong [1999] ou Nina Glick Schiller [2001] se focalisent sur l'appartenance des citoyens suite à un déplacement transfrontalier, la question de la citoyenneté européenne pose cependant des problèmes spécifiques : à la différence des citoyennetés multiples dérivant de la globalisation, les différents niveaux de citoyenneté de chaque individu résidant en UE s'y superposent et s'emboîtent, rendant ardue l'observation de l'exercice de la citoyenneté à titre individuel et collectif. À quelles conditions se pense-t-on et se comporte-t-on aujourd'hui en tant que « citoyen européen » ? Comment vit-on cette appartenance européenne au quotidien ? Quels moments, circonstances, rencontres ou conflits réaniment une appartenance vécue généralement en basse intensité ? Quels autres moments incitent au déni et au rejet de cette appartenance, dans laquelle on ne se reconnaîtrait pas, et quelles actions et imaginaires nouveaux se déploient par conséquent ? En appréhendant ces questions au niveau de l'observation quotidienne des marqueurs européens – certains notoires, d'autres à identifier –, nous souhaitons soulever la nécessité de repenser les normes et les valeurs européennes au niveau des pratiques ordinaires, alors qu'elles sont souvent perçues dans leur dimension formelle, idéale, détachée de la réalité. Mais nous souhaitons également attirer l'attention sur ces actions, faits, phénomènes collectifs qui remettent en cause ces normes et valeurs que l'Union Européenne promeut : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités (Traité de Lisbonne, 2007). Au niveau des institutions, associations, entreprises et groupements de facto, de même qu'au niveau individuel, l'euroanéité se confronte et se négocie [Neveu, 2003].

Parmi les thèmes susceptibles de jeter une lumière nouvelle sur un sujet à la fois commun et méconnu, et au sein desquels les propositions d'article pourront s'inscrire, nous serons particulièrement attentifs :

1. aux propositions portant sur les institutions centrales européennes (dans le domaine de la justice, comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme, ou de la gouvernance, comme la Commission Européenne, ou du politique, comme le Parlement Européen) dans le prolongement des études pionnières de Marc Abélès [1996], Chris Shore [2000] ou Irène Bellier [2007] qui ont permis de montrer la manière dont une identité nouvelle – avec ses règles, normes, symboles – se fabrique par la volonté politique et d'identifier les obstacles et les manipulations successives de cette identité « par décret » de la part de la population (par exemple [LiPuma et Melzoff, 1994] sur les revendications des pêcheurs ibériques). Dans ce registre, des propositions portant sur la mise en place des directives européennes au niveau national ou régional (des ethnographies locales portant sur la réforme des universités suite au procès de Bologne, sur la politique agricole commune, etc.) seraient également bienvenues.

2. aux propositions traitant des processus d'adhésion à l'Union Européenne (qu'ils aient abouti ou pas à l'intégration des pays à l'heure actuelle). Celles-ci trouveraient ici une place privilégiée, car la notion même d'euroanéité et les limites de la souveraineté s'y négocient, au même titre que des travaux sur les processus de dés-adhésion (Brexit, et discussions autour du Frexit et du Grexit [Greene et al., 2016], ou sur les ré-affirmations des autonomies

régionales (la crise de 2017-18 en Catalogne, par exemple). Et, en prolongement, la nécessité d'adopter un certain bagage communautaire préalablement à l'adhésion a imposé de nombreux changements dans plusieurs secteurs d'activités au niveau local, et notamment quand ils n'étaient pas en accord avec les réglementations européennes [Fox, 2011]. Des ethnographies de ces transformations, qui précisent et accompagnent la transition dans les pays de l'Europe de l'Est qui ont adhéré ou ont initié le processus d'adhésion à l'UE, seront ainsi privilégiées tant les situations sont riches en négociations identitaires, citoyennes, sociales et économiques.

3. aux propositions qui concernent la gestion des flux intra-européens (étudiants et apprentis via Erasmus+, travailleurs mobiles de l'Est vers l'Ouest de l'Europe, tourisme) et extra-européens (migration économique, diasporas, réfugiés)/ Cette question permet de revenir sur le partage des droits et des devoirs entre Etats, entre l'UE et l'Etat dans un monde globalisé, en fonction des multiples affiliations citoyennes et de la situation géopolitique mondiale. En ce domaine, une pierre importante avait été posée autour des questions de frontières en Europe à l'occasion de l'anniversaire des 20 ans de la chute du mur de Berlin par B. Petric et J.-F. Gossiaux [2009].

4. aux propositions, enfin, qui traitent des institutions économiques (l'introduction de l'euro, les subventions européennes, l'européanisation des entreprises nationales) et de leur impact sur la vie quotidienne (de l'homogénéisation des revenus jusqu'à l'homogénéisation des styles de vie, des aménagements des intérieurs, etc.). Ceci constitue un autre pan de recherche qui permet de réfléchir à l'émergence d'un profil européen à partir d'objets ethnographiques « quotidiens ».

Calendrier

Les propositions de contributions (titre et résumé de 4 000 à 6 000 signes, références bibliographiques incluses) sont attendues pour le **10 décembre 2018**. Elles mentionneront les principaux axes de démonstration ainsi que le matériau (enquêtes et/ou archives) mobilisé et seront assorties d'une notice bio-bibliographique de l'auteur.

Elles doivent être envoyées aux coordinateurs du dossier : mheintz@parisnanterre.fr et andre.burguiere@ehess.fr. La sélection des propositions sera transmise aux auteur-e-s courant **janvier 2019**.

Les textes définitifs (de 35 000 à 70 000 signes max., espaces et bibliographie compris) devront être envoyés avant le **30 avril 2019**. La publication de ce numéro d'*Ethnologie Française* est prévue pour l'**été 2020**.

Références bibliographiques

Abélès Marc, 1996, "La Communauté Européenne: une perspective anthropologique", *Social Anthropology*, IV(1) : 33-45.

Bellier Irène et Thomas Wilson (eds), 2000, *An Anthropology of the European Union: Building, Imagining and Experiencing the New Europe*, Oxford, Berg.

Bellier Irène (dir.), 2007, *Images of Europe : the cultural patterns of European Enlargement*, DVD-rom (institutionnel), Cultpat.

Carrier James (dir.), 1995, *Occidentalism: Images of the West*, Oxford, Clarendon Press.

Craith Mairead N., 2004, "Culture and citizenship in Europe. Questions for anthropologists", *Social Anthropology*, XII : 289-300.

Fox Katy, 2011, *Peasants into European Farmers? EU Integration in the Carpathian Mountains in Romania*, Zürich and Berlin, Lit Verlag.

Glick Schiller Nina, 2001, *George Woke Up Laughing*, Durham, Duke University Press.

Goddard Victoria A., Josep R. Llobera and Chris Shore (eds.), 1994, *The anthropology of Europe : identity and boundaries in conflict*, Oxford, Berg.

Green Sarah, et al., 2016, "Brexit Referendum : First reactions from anthropology", *Social Anthropology*, XXV(3) : 478-502.

LiPuma Edward et S.K. Meltzoff, 1994, "Economic Mediation and Power of Associations: Toward a Concept of Encompassment", *American Anthropologist*, 96: 31-51.

Marshall T.H., 1951, *Citizenship and social class*, Cambridge, CUP.

Neveu Catherine, 2003, *Citoyenneté et espace public : Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.

Ong Aihwa, 1999, *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality*, Durham, Duke University Press.

Petric Boris et Jean-François Gossiaux (eds), 2009, *Europa mon amour 1989-2009*, Paris, Editions Autrement.

Shore Chris, 2000, *Building Europe. The cultural politics of European integration*, London, Routledge.

Wilson Thomas M., 1998, "An anthropology of the EU, from above and from below" in Susan Parman (ed.), *Europe in the Anthropological Imagination*, NJ, Prentice-Hall.